

Depireux J. & Manço A. (éds)

**Formations
d'adultes et
interculturalité**

Innovations en pays francophones

Sommaire

Présentation générale. Altay Manço et Julie Depireux	11
PREMIERE PARTIE : FORMATIONS	17
La recherche au service de l'éducation permanente : dix ans de l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations. Altay Manço et Spyros Amoranitis	19
Les interventions interculturelles centrées sur l'histoire : enjeux pour la formation. Michèle Vatz Laaroussi	31
Pratiques de formation en travail social dans un contexte de diversité culturelle : recadrage conceptuel et études de cas. François Huot et Lilyane Rachédi	43
Valorisation identitaire et transferts de compétences citoyennes : une voie pour la formation des formateurs en développement. Altay Manço et Dina Sensi	59
DEUXIEME PARTIE : INTERVENTIONS	67
Enseigner la recherche sociale aux professionnels de l'intervention sociale amérindiens : un défi pour les formateurs québécois. Stéphane Grenier	69
Contexte d'émergence des femmes-relais et de la médiation sociale et culturelle. Danièle Onesti et Thérèse Bouvier	93
Le développement de la compétence professionnelle en service social en contexte de stage universitaire à l'étranger. Dominique Mercure et Pierre Turcotte	101
Quelles articulations entre recherche et formation en travail social ? L'exemple du domaine interculturel en Suisse Romande. Claudio Bolzman	115
TROISIEME PARTIE : EVALUATIONS	131
Production et dissémination d'un outil d'aide à l'évaluation des actions locales d'intégration (MERAL) : un axe de formation continuée des intervenant(e)s territorialisé(e)s. Altay Manço et Julie Depireux	133
Bilan à l'aune de l'interculturel du « Congrès 2007 » de Namur des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale. François Gillet et Jacques Leroy	151
Présentation des auteurs	155
Présentation de l'IRFAM	157

Présentation générale

Altay Manço et Julie Depireux

Formations d'adultes et interculturelité : innovations en pays francophones ... Ce livre reprend les contributions les plus significatives proposées au *Deuxième Congrès des Formateurs en Travail social* tenu à Namur, en Belgique, en juillet 2007 et relevant du champ de l'interculturel. L'approche tend ainsi à mettre en exergue les récentes expériences de formation d'adultes en contextes d'interculturalité. L'ouvrage comprend des innovations belges, canadiennes, françaises et suisses en la matière. Les domaines envisagés sont tour à tour l'intervention formative, la recherche-évaluation sur des initiatives, ainsi que la formation d'adultes, initiale ou continue, à proprement parlé.

Considérée comme un espace-temps délimité d'éducation, de sensibilisation et d'information au sens large, la formation d'adultes concerne un ou des individus constituant ou non des groupes, souvent d'horizons divers. Elle vise la transmission et la (co-)construction de savoirs et de savoir-faire négociés. Diverses méthodologies peuvent être déclinées en formation, visant la transformation des représentations, des pratiques et des attitudes. La formation peut être initiale ou continue et se situer dans le champ professionnel. Elle peut également poursuivre « simplement » des buts de développement personnel et/ou groupal.

Ce livre aborde, hormis des expériences de *formations* d'adultes plus caractérisées, également des interventions socio-éducatives avec des implications importantes en matière de formation.

Présentées comme des recherche-action, ces initiatives visent à produire du savoir et du savoir-faire autour de problématiques définies et en général situées dans le champ du changement institutionnel. A travers diverses méthodologies, elles cherchent à *impliquer* les acteurs en tant que partenaires ou sujets de la production évolutive des connaissances et des actions, ainsi que de la définition des méthodes et des enjeux eux-mêmes, ou encore de la diffusion finale des résultats de l'activité. Forme particulière, la recherche-formation se destine à des intervenants voulant aboutir à l'appropriation de méthodologies et de connaissances adaptées et utiles aux contextes qui sont les leurs. Cette activité de formation et d'accompagnement méthodologique utilise ainsi la recherche en sciences sociales comme outil d'apprentissages et de découvertes.

L'évaluation interactive, ou plutôt la recherche-évaluation, est une forme de recherche-action voulant aboutir à l'identification et/ou à la transmission de méthodologies adaptées aux contextes et aux enjeux considérés, dans le domaine de l'évaluation d'initiatives. Comme toute recherche-action, la recherche-évaluation est susceptible de produire des connaissances sur les systèmes auxquels elle est appliquée. Ce nouveau savoir peut également contribuer au développement d'outillages nouveaux ou de méthodologies concrètes (recherche opératoire ou recherche-développement).

Quant à la *recherche interculturelle*, se situant dans des contextes où les diversités socioculturelles sont affirmées, elle est l'étude et l'évaluation des processus d'adaptation aux changements sociaux et aux contacts de cultures, tant dans ses dimensions individuelles que collectives. Elle envisage ainsi les mécanismes d'ajustements identitaires et ethno-socio-culturels dans des contextes de multiculturalité.

Les *dix contributions* seront présentées en trois parties inégales en volume. Dans une première partie, seront présentées les initiatives de *formations* allant de l'éducation permanente à l'insertion socioprofessionnelle.

Ainsi l'article initial situe les liens entre l'éducation permanente et la recherche telle que pratiquée par l'équipe de l'IRFAM, depuis plus de dix ans. Pour *Manço, A. et Amoranitis, S.*, l'IRFAM développe des espaces de « frottement » capables de donner naissance à des synthèses : par exemple, susciter l'implication des acteurs dans la recherche et des chercheurs dans l'action formative ...

Une approche voisine amène *Vatz Laaroussi, M.* à s'interroger sur les interventions interculturelles centrées sur l'histoire en tant qu'enjeux pour la formation. Si l'intervention en contexte interculturel est à l'ordre du jour dans les sociétés occidentales qui vivent de plus en plus des situations de diversité culturelle, ethnique et religieuse et l'approche interculturelle est maintenant enseignée dans les diverses formations en service social, on y insiste sur les aspects culturels de la situation d'intervention en exhortant l'intervenant à se décentrer de sa propre réalité culturelle pour mieux se laisser imprégner par celle de l'autre. Mais ce contexte de diversité et les interventions qui s'y développent mettent aussi en avant l'histoire des personnes, des familles et des groupes migrants et réfugiés, voire des intervenants, comme une dimension de l'intervention. Au travers de ces approches, c'est comme si on redécouvrait l'épaisseur historique du social. *Vatz Laaroussi, M.* focalise ainsi sur la place de l'histoire dans les interventions familiales, de groupe et communautaires en situation interculturelle. Elle illustre son propos par un inventaire de ces pratiques et de leur intérêt en travail social. L'auteure propose ensuite une réflexion sur cette réintroduction de l'histoire dans les formations en travail social. En particulier, elle tente d'identifier les tensions qui surgissent en formation lorsqu'on aborde l'histoire comme une dimension importante. Celles-ci s'articulent sur l'importance du conjoncturel, sur le poids de l'objectivité comme attitude professionnelle et finalement sur la question de la neutralité de l'intervenant et du formateur en travail social.

La contribution de *Huot, F. et Rachédi, L.*, également du Québec, concernent les pratiques de formation et d'intervention en travail social dans des contextes de diversité culturelle. Les auteurs proposent un recadrage conceptuel à travers des études de cas. Les difficultés éprouvées par les intervenants dans le cadre de leur travail avec des personnes de cultures différentes sont en effet bien documentées. On identifie notamment une communication ardue, l'incompréhension des normes de la société d'accueil, des défis théoriques et méthodologiques. Aussi, l'idée d'intégrer dans les programmes de formation des étudiants issus de parcours migratoires a permis d'entretenir une illusion : celle de former des travailleurs sociaux

compétents qui, par leur origine, connaîtraient la bonne manière de travailler avec l'autre. Or, malgré la présence grandissante de ces étudiants, les auteurs constatent toujours une double difficulté. Premièrement, les travailleurs sociaux originaires des communautés culturelles éprouvent le même type de blocages que leurs collègues et deuxièmement, les étudiants d'origine différente éprouvent de sérieuses difficultés dans leur propre parcours de formation (notes plus faibles, problèmes de persistance dans les programmes, taux de graduation inférieurs, présence limitée aux cycles supérieurs). Traditionnellement, les formateurs en travail social tentent de pallier les difficultés d'apprentissage et de survie dans les programmes de formation en offrant des mesures de support additionnelles ou bien en révisant à la baisse les exigences académiques. Selon Rachédi, L. et Huot, F., les actions, basées sur l'idée qu'il faut favoriser une intégration dans les modèles classiques du travail social n'ont qu'un effet limité et empêche de reconnaître que leur présence et leur contribution fournit matière à réflexion sur les théorisations du social, les philosophies d'intervention et les méthodes de recherche. Ce faisant, l'intégration de connaissances différentes dans le corpus disciplinaire du travail social devient impossible, empêchant ainsi le métissage et la vraie transformation des pratiques. L'objectif de cette communication est de faire un pas de côté et d'examiner jusqu'à quel point la transformation du projet de formation initiale en travail social, par l'intégration de connaissances issues des communautés culturelles, demeure possible.

Se situant dans le champ de la formation en insertion professionnelle, la communication « Valorisation identitaire et transferts de compétences citoyennes : une voie pour la formation des formateurs en développement » proposée par *Sensi, D. et Manço, A.*, se focalise autour d'une des minorités particulièrement victime de discriminations en Belgique, la communauté de migrants originaires d'Afrique subsaharienne. Alors qu'une autre étude de l'IRFAM montre que les besoins de formation des intervenants sociaux dans le domaine interculturel sont importants et pas nécessairement rencontrés par les offres de formation et met aussi en évidence une pénurie de formateurs. Le projet présenté offre des réponses originales et intégrées à ces besoins. L'IRFAM a ainsi mené dès 2000 une recherche-action « V.I.T.A. » (Valorisation Identitaire, Transfert et Autonomie) portant sur des populations originaires de l'Afrique subsaharienne résidant en Wallonie et à Bruxelles. Faisant suite à VITA, le projet VITAR 1, « Valorisation Identitaire, Transferts, Autonomie, Réalisations » a été soutenu dans le cadre d'un projet européen et réalisé avec la contribution de plusieurs partenaires. Il pose comme hypothèse la mise en œuvre de nouvelles pratiques d'insertion et de coopération avec l'Afrique, dont les acteurs principaux seraient les Africains immigrés. Il s'agit de définir et de valoriser les ressources et les compétences de cette population dans le cadre de pratiques de transferts et d'échanges avec le continent africain, mais également dans le cadre de fonctions exercées en Belgique ou depuis la Belgique. VITAR 2, enfin, s'inscrit dans un prolongement et organise, entre autres, une formation de formateurs/trices en relations interculturelles, ce qui permet à la fois la valorisation des compétences des migrants, la création d'un groupe d'experts formateurs/trices

dans le domaine de l'interculturalité et la mise à l'emploi de personnes hautement qualifiées, dans des projets de développement au Nord comme au Sud.

La contribution de *Grenier, S.* du Québec est une belle illustration d'*intervention-formation*. L'auteur raconte une expérience d'enseignement de la « recherche sociale » aux professionnels de l'intervention autochtones, c'est-à-dire, amérindiens. En effet, la recherche occupe une place de choix dans le renouvellement des pratiques en intervention sociale. Dans les formations de bases, les futurs professionnels de l'intervention sociale sont amenés à se familiariser avec les notions de la recherche sociale. Avec ces notions, ils pourront éventuellement critiquer la recherche qui se fait dans leur domaine d'expertise ou produire une recherche qui contribuera à renouveler leur propre pratique. Cette recherche sociale a longtemps été l'affaire des seuls « occidentaux » ou « blancs ». Les peuples autochtones du Nouveau Monde ont longtemps fait les frais de cette recherche occidentalocentriste. Des hypothèses biaisées, des méthodes de recherche incompatibles n'ont fait que peu de place aux savoirs traditionnels. Selon Grenier, S., il existe une quasi absence de modèle de chercheur autochtone à proposer aux étudiants des premières nations du Canada désirant apprendre ce qu'est la recherche en intervention sociale. C'est dans cette perspective que l'auteur travaille afin de développer une approche critique de la recherche en intervention sociale propre aux autochtones et à leur collectivité. La communication se base sur l'analyse des expériences tirées d'une recherche-action dans la communauté algonquine de Kitchisakik.

C'est dans un effort finalement comparable à leur prédécesseur que *Hajji, N. et Guillet, U.* (France) s'interrogent, dans leur article, sur la place de la religion au sein du travail social. Cette contribution tente de rendre explicite, en dehors de tout prosélytisme, les apports de la religion dans l'amélioration des pratiques sociales. Il s'agit, en effet, de :

- renforcer les compétences en matière de repérage et d'analyse des mécanismes en jeu dans le cadre de situations interculturelles ;
- dépasser le cadre des résistances émotionnelles en vue d'améliorer le travail auprès des publics ;
- soutenir un positionnement professionnel.

Il faut noter que nombre de concepts religieux oeuvrent dans les pratiques du travail social. Ils mettent l'acteur devant l'obligation d'en tenir compte. Les professionnels confrontés dans leurs pratiques à des manières de vivre religieusement différentes sont pourtant parfois déstabilisés et manquent souvent de grilles de lectures appropriées. En particulier, la prégnance de la religion musulmane dans la vie quotidienne de certains publics vient complexifier les modalités d'intervention. Les propos sont nourris par un regard croisé et élaborés par un étudiant en éducation spécialisée lors d'un stage au Sénégal. La contribution compare cette expérience à d'autres, théorise et tente de modéliser la réflexion :

- dépassionner les débats autour des questions relatives à la religion (musulmane) ;
- contribuer à médier les clivages religieux/séculiers qui participent à la déliaison des rapports sociaux ;
- montrer, à partir d'exemples, le rôle des religions et de la religion musulmane, en particulier, dans le travail social, dans l'apaisement de conflits, etc. ;

- participer par l'apport de connaissances au renforcement des compétences des travailleurs sociaux en matière d'approche interculturelle afin d'améliorer la qualité de leurs approches.

La médiation sociale et culturelle en tant qu'émergence professionnelle et objet de formation est la partie proposée par mesdames *Bouvier, T. et Onesti, D.* de la région parisienne. Selon les auteures, la fin des années quatre-vingt correspond à l'émergence des activités de médiation sociale et culturelle au sein des quartiers dits « en difficulté ». De façon spontanée et bénévole, des femmes essentiellement issues de l'immigration ont ainsi voulu rapprocher les familles et les institutions sociales. Pour comprendre ce mouvement et valoriser les compétences ainsi déployées, le concept de « femmes-relais » est né en tant que nouvelle modalité d'intervention sociale. La contribution développe la psychosociologie de ces femmes et retrace le processus de leurs formations et interventions professionnelles. Les enjeux sont de connaissance, de formation et d'encadrement, mais aussi de défense de ces travailleuses sociales considérées, selon les auteures, comme une sous-catégorie d'intervenants. Au passage, une réflexion déontologique nous est proposée sur le statut professionnel des femmes-relais. Des propositions de programmes de formation et d'accompagnement sont enfin faites de manière concrète pour ce nouveau corps d'intermédiaires sociales du local.

Le développement de la compétence professionnelle en service social constitue aussi le centre de l'apport de l'équipe québécoise composée par *Turcotte, P. et Mercure, D.*. Cette fois, la réflexion s'applique à un contexte de stages universitaires à l'étranger. Selon les contributeurs, la perspective internationale devient de plus en plus un élément incontournable à intégrer dans les programmes de formation en travail social. Aussi, une réflexion théorique sur le sujet du stage à l'étranger peut amener à élaborer des outils nécessaires à son actualisation. La particularité de la formation pratique en contexte international s'avère intéressante à décortiquer puisque plusieurs difficultés liées au contexte interculturel doivent être prises en compte pour pouvoir intervenir adéquatement, compte tenu que l'étudiant est un apprenti dans la profession. La première partie de l'article situera donc le stage international dans le contexte de la formation pratique de l'École de Service Social à l'Université Laval. En deuxième partie, les auteurs prennent assise sur l'éclairage de divers chercheurs qui ont réfléchi sur le développement de la compétence professionnelle et analysent les difficultés particulières vécues dans le contexte international. En troisième partie, enfin, il s'agit de nommer les défis pédagogiques liés au contexte de stage international.

Bolzmann, C. s'interroge, quant à lui, sur l'articulation entre recherche et formation. Il investigate l'exemple du travail social interculturel en Suisse romande, dans le contexte très actuel du « processus de Bologne » qui fait subir une profonde transformation à la formation des travailleurs sociaux. Le travail social est ainsi une discipline enseignée dans le cadre des Hautes Ecoles Spécialisées qui se sont récemment regroupées. Dans le cadre de cette nouvelle manière d'envisager la formation, la recherche devient une des missions centrales du corps professoral. Dans l'idéal, tout le corps enseignant devrait être concerné par la recherche. Dans le canton de Genève, un professeur HES doit consacrer au moins 20 % de son temps de travail à la recherche. Ceci dans le but de garder un contact régulier avec les pratiques

professionnelles, ainsi que de contribuer à la réflexion sur celles-ci et à leur évolution. La question qui se pose est alors celle de l'articulation entre la recherche et la formation. Quant à la formation des étudiants à la recherche, l'interrogation reste peu explorée. Bolzman développe son analyse à partir de l'exemple du travail social interculturel et antiraciste.

La dernière partie de l'ouvrage est réservée à la question de *l'évaluation* en tant qu'enjeu et objet de formation continue. La contribution de *Depireux, J. et Manço, A.* relate l'expérience de la production et de la dissémination d'un outil d'aide à l'évaluation des actions locales d'intégration. Dès sa conception, l'outil, nommé MERAL (Méthode d'Evaluation Rapide des Actions Locales), se veut une occasion de réflexion sur l'intégration locale et son évaluation ; l'analyse de la littérature montrant la rareté des productions en matière d'évaluation des actions territorialisées d'intégration. L'hypothèse de départ est qu'une méthode d'évaluation validée, reconnue et acceptée par les intervenants permettrait de créer un débat favorisant la réflexion sur l'intégration locale et son analyse en triangulant les opinions des divers protagonistes. La démarche de conception méthodologique présentée est interactive et conscientisatrice dans la mesure où les acteurs locaux de l'intégration sont consultés.

Enfin, le bilan du « Congrès 2007 » des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale est effectué par les coprésidents de l'initiative, *Gillet, F. et Leroy, J.* Bien entendu, les auteurs proposent un bilan de la rencontre de Namur à « l'aune de l'interculturel », un axe d'approche qui a été présent directement ou indirectement dans l'ensemble des débats. Leur objectif est de tirer de brèves conclusions générales, ainsi que de lancer quelques perspectives futures.

Présentation des auteurs

Claudio BOLZMAN est professeur à l'Ecole de Travail Social de la Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO) et chargé de cours au Département de sociologie de l'Université de Genève. Il est secrétaire général de l'Association internationale pour la recherche interculturelle (ARIC) et coordinateur du Centre d'Etudes de la Diversité Culturelle et de la Citoyenneté (CEDIC) en Suisse romande. Spécialiste des problématiques migratoires, interculturelles et de discrimination, il a publié de nombreux articles et ouvrages sur ces questions.



Docteur en psychologie, professeure de travail social à l'Université de Sherbrooke (Québec, Canada), **Michèle VATZ LAAROUSSI** anime un groupe de recherches scientifiques, de formations et d'interventions spécialisées dans le domaine des relations interculturelles et de l'immigration dans les régions du Québec.

Formatrice en alphabétisation pendant un an, conseillère en accueil-orientation dans une PAIO-Mission Locale pendant 3 ans, coordinatrice « nouvelles qualifications » dans un organisme de formation pendant 3 ans et responsable de formation à l'Institut Régional du Travail Social de Paris pendant 14 ans, **Thérèse BOUVIER** a rejoint, depuis 2007, l'Unité territoriale Autres Services et assure la fonction d'Ingénieur de Formation Services aux Personnes à la Direction de l'Ingénierie de l'AFPA.

Ancienne formatrice et conseillère auprès de publics migrants, réfugiés, jeunes en insertion dans une association pendant 13 ans, et traductrice-interprète en langue polonaise et serbo-croate dans l'audiovisuel et l'industrie chimique pendant 3 ans,



Danièle ONESTI est, depuis 11 ans formatrice à l'IRST. Elle s'est impliquée dans la professionnalisation et l'intervention sociale, les femmes-relais-médiateurs sociaux et interculturels et a participé à la mise en œuvre de formations qualifiantes qui leur sont destinées. Elle s'est spécialisée dans le domaine de la médiation et de la communication interculturelles, dans l'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience pour les diplômés en travail social, dans l'accompagnement à l'élaboration du projet professionnel des migrantes.

Spyros AMORANITIS est initié à des approches multi-dimensionnelles en gestion et en travail social. Formateur d'intervenants sociaux, il dirige l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM).



Julie DEPIREUX est psychologue. Après avoir travaillé au Centre d'Enseignement et de Recherche pour l'Environnement et la Santé de l'Université de Liège (CERES) où elle a participé à la réalisation de ce livre, elle travaille actuellement au Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse Institutionnelle où elle a en charge la gestion du centre de documentation et la création d'outils pédagogiques.



Nabil HAJJI est titulaire du Diplôme d'Etudes Approfondies de psychologie et du titre national de psychologue, adjoint de direction et responsable du pôle formation continue, développement et ingénierie sociale à l'Institut pour le Travail Educatif et Social (ITES). Après une expérience d'éducateur en IME et en CAT, il a exercé durant plus de dix ans la fonction de psychologue au Comité d'Education pour la Santé des Migrants (CESAM) et Migration Santé Vaucluse.



Pierre TURCOTTE, Ph.D. est professeur adjoint à l'Ecole de service social de l'Université de Laval, il enseigne au baccalauréat en intervention auprès des individus et des familles. Ses recherches dans le domaine de la violence conjugale se situent au plan de l'intervention auprès des conjoints aux comportements violents en lien avec la socialisation de genre. Il a été intervenant auprès de cette clientèle pendant près de 15 ans et collabore maintenant à l'intervention à titre de membre du conseil d'administration d'un organisme communautaire.



Professeur à l'École de Travail Sociale de l'Université du Québec à Montréal depuis 2001, **François HUOT** y occupe la fonction de directeur depuis 2006. Formé au travail social (premier cycle) et en communication (2^{ème} et 3^{ème} cycles), il s'intéresse particulièrement au déroulement de l'entretien en travail social ainsi qu'aux aspects théoriques et épistémologiques de l'intervention.



Stéphane GRENIER est professeur régulier de travail social à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et co-responsable des études de deuxième cycle en travail social. Les recherches qu'il a menées jusqu'à maintenant ont surtout porté sur le rôle de l'emploi dans l'insertion sociale et sur l'évaluation de programmes (logement/travail). Ses préoccupations scientifiques tournent autour de l'insertion et des pratiques citoyennes des personnes à risque élevé d'exclusion. Outre ses activités d'enseignement et de recherche, il est impliqué dans les communautés algonquines près de Val-d'Or (Lac Simon et Kitchisakik) à titre d'animateur et d'intervenant communautaire. Il est aussi membre du CA de La Piaule un organisme communautaire venant en aide aux itinérants (1/3 de clientèle autochtone) à Val-d'Or. Il possède une solide connaissance des dynamiques régionales de l'Abitibi-Témiscamingue et une bonne connaissance des problématiques vécues par les jeunes autochtones et leur communauté.



Titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en service social, **Dominique MERCURE** possède une expérience clinique de travailleuse sociale en CLSC auprès des familles et des adultes. Elle allia très tôt sa pratique à l'enseignement comme superviseuse de stage et chargée de cours durant 13 ans, puis comme responsable de la formation pratique. Actuellement professeure en service social à l'Université Laurentienne et candidate au doctorat en sciences de l'Éducation à l'Université de Laval, ses intérêts concernent l'expérience internationale dans la formation universitaire.



Tout juste diplômé de l'éducation spécialisée à 25 ans, **Ugo GUILLET** exerce sa profession sous l'éclairage particulier de l'interculturalité. Il travaille auprès du public demandeur d'asile et continue à se former pour pouvoir ré-intervenir à nouveau dans des pays en voie de développement.



François GILLET est éducateur et musicien. Licencié en sciences de l'éducation et agrégé en psychopédagogie, il a travaillé principalement dans les secteurs de l'aide à la jeunesse et de l'animation socioculturelle. Il est actuellement professeur référent à la Haute Ecole de Bruxelles où il est responsable de la formation des éducateurs spécialisés. **Jacques LEROY** est assistant social et sociologue de formation. Il enseigne depuis 1981 à l'ISSHA, Institut Supérieur des Sciences Humaines Appliquées, catégorie sociale de la Haute Ecole Roi Baudouin à Mons. Chef de travaux, il est plus particulièrement chargé des relations internationales et de la formation continue.

Altay A. MANÇO est docteur en psychologie de l'Université de Liège. Il est directeur scientifique de l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM) en Belgique.



Présentation de l'IRFAM

L'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM) est un organisme ressource créé par des intervenants de terrain et des chercheurs universitaires, au service des professionnels de l'action sociale, de l'éducation, etc. L'institut vise, par une approche multidisciplinaire, à construire des liens entre la recherche en psychologie et les interventions dans le domaine de l'intégration et du développement, ainsi que la lutte contre les discriminations. Les *objectifs* de l'institut sont : - Informer sur les mécanismes discriminatoires en tant que facteurs d'exclusion et de violence ; - Promouvoir les relations interculturelles en tant qu'instruments d'une intégration de qualité ; - Susciter un développement identitaire positif parmi les personnes victimes d'exclusions et de violences ; - Contribuer à la mise en place de mécanismes démocratiques favorisant la gestion positive des différences socioculturelles et le développement durable. Les *moyens* de l'IRFAM sont la sensibilisation, la formation et l'accompagnement d'intervenants sociaux et de décideurs politiques, ainsi que la mise en œuvre de processus de recherche-développement et de publications sur les problématiques du développement socio-économique, de l'exclusion et de la gestion des conflits socioculturels. Les *domaines d'intervention* de l'IRFAM sont : - L'évolution des communautés immigrées et, en particulier, l'observation des processus d'intégration psychosociale et de la dynamique des identités culturelles ; - Le développement des politiques et des méthodes d'intervention sociopédagogique et interculturelle : formation, accompagnement et évaluation des équipes de terrain, des réalisations pratiques, etc. De vocation internationale, l'IRFAM est soutenu dans son action par l'Union européenne et divers échelons de pouvoir en Belgique. L'Institut dispose de trois sièges en Belgique (Liège, Namur et Bruxelles) et de représentations en France, au Togo, au Bénin, en Turquie et en Grèce. Des partenariats lient l'IRFAM à de nombreux organismes en Europe, en Afrique et au Canada. L'IRFAM, en tant que mouvement d'éducation permanente visant la valorisation des diversités dans nos sociétés, gère la collection « Compétences interculturelles » de l'Harmattan (Paris) et diffuse sur le net une lettre trimestrielle intitulée *Diversités et Citoyennetés*.

www.irfam.org